

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
 DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
 de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Bourges, le 12 mai 2009

Groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre

**Michel VUILLOT**  
 Directeur

**INSTALLATIONS CLASSEES**

Carrière de Matériaux Alluvionnaires

**SOCIÉTÉ SABLIERE DE L'ÎLE AU PAGE (SIP)**

Commune d'ARGENVIERES

GIDIC : RAPAUTO

Référence : RM/SG/MFAC/RAPAUTO\_SIP\_090331

Vos réf. : transmission du 16 mai 2008.

Affaire suivie par : Sandrine GAU

sandrine.gau@industrie.gouv.fr

Tél. 02.48.21.20.20 - Fax : 02.48.20.42.39

Objet : installations classées.

Demande en date du 22 avril 2008 de la Société SIP sur le territoire de la commune d'Argenvières.

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
 à  
**Madame le préfet du Cher**

Par lettre en date du 22 avril 2008, Monsieur Raymond DEROMEDI, agissant en qualité de gérant de la société Sablières de l'Île au Page (SIP), dont le siège social est actuellement situé lieu-dit « L'Île au Page » 18140 ARGENVIERES, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune d'ARGENVIERES, aux lieux-dits « Le Pré Neuf », « Le Chameau », « La Bannière », « Les Essards », « Champ au Merle » et « Champ Cadet », dans le cadre d'une ouverture de carrière.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 5 mai 2008, complété le 9 juillet 2008. Il a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 7 août 2008.

**I - OBJET DE LA DEMANDE**

**I - 1 Nature et volume des activités.**

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire	Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Régime
Exploitation de carrière. Exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires de 334 506 m <sup>2</sup> de superficie.	2510-1	A

A : autorisation

## **I - 2 Description de l'établissement et historique administratif.**

La société SABLIERE DE L'ILE AU PAGE est installée depuis 1987 sur le territoire de la commune d'ARGENVIERES, sur lequel elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires pour une durée de 15 ans.

Cette autorisation, qui portait sur les parcelles cadastrées AE 46, 50 et 53, soit une superficie de 257 050 m<sup>2</sup>, a été renouvelée en date du 5 décembre 2002, ceci afin d'en achever l'exploitation. La durée accordée est également de 15 ans.

Le gisement exploité arrive à son terme et sera achevé d'ici 2/3 ans. Or, la société SABLIERE DE L'ILE AU PAGE a beaucoup investi sur le site d'ARGENVIERES, notamment en matière de traitement, et en implantant une centrale à béton qui lui permet de valoriser au mieux ce gisement, conformément aux directives du schéma départemental du Cher et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne.

La conséquence directe de cette situation est l'urgence à laquelle doit faire face aujourd'hui la société SABLIERE DE L'ILE AU PAGE – SIP –, à savoir pérenniser son activité extractive, qui ne repose que sur un seul site.

Après une démarche de recherche de gisement, la société SIP a trouvé une possibilité de site à exploiter de l'autre côté de la R.D. 45<sup>E</sup>, sur une superficie compatible avec l'investissement que représentait la démarche de transfert du site, que ce soit sur le plan technique (mise en place d'un passage sous la R.D. 45<sup>E</sup>, déplacement du scrapeur et des bandes transporteuses) que sur le plan administratif avec la réalisation d'un dossier de demande d'autorisation comportant plusieurs études complémentaires (hydrogéologiques, hydraulique, écologique et paysagère).

Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

→ nature du matériau	: matériaux alluvionnaires.
→ superficie sollicitée	: 33 ha 45 a 06 ca
→ superficie exploitable	: 27 ha 15 a 00 ca.
→ épaisseur de découverte	: 0,30 m de terres et 1, 70 m de terres argileuses.
→ épaisseur de gisement	: 5 m en moyenne.
→ profondeur maximale d'extraction	: 151 m NGF en moyenne.
→ parcelles concernées	: - Argenvières section B n° 3, 5, 6, 7, 11, 12, 200, 202, 204, 206 et 208 pp.
→ durée de l'autorisation sollicitée	: 15 ans.
→ volume total à extraire	: 1 357 500 m <sup>3</sup> , soit 2 400 000 t (d = 1,8 environ).
→ production annuelle maximale	: 200 000 t/an puis, si le contexte réglementaire continue à l'imposer, application d'une réduction de 3 % par an jusqu'à 130 567 t/an.
→ méthode d'exploitation	: à ciel ouvert, évacuation des matériaux par bandes transporteuses et franchissement de la RD45E par un tunnel.
→ remise en état	: plan d'eau (environ 21 ha) de loisirs légers à usage privé.

## **I - 3 Caractéristiques du dossier mis à l'instruction.**

Le projet est situé sur la commune d'ARGENVIERES, aux lieux-dits « Le Pré Neuf », « Le Chameau », « La Bannière », « Les Essards », « Champ au Merle » et « Champ Cadet ».

Du fait de l'implantation du site en vallée de Loire, une étude paysagère a été réalisée par ENCEM.

Une étude faunistique et floristique a été menée en juin 2007 par ENCEM.

INGEROP a réalisé une étude hydraulique.

ERM a fourni une étude hydrogéologique.

L'exploitant dispose de la maîtrise foncière des terrains (contrats de foretage avec les propriétaires).

#### **I - 4 Cadre administratif de l'instruction.**

Il s'agit d'un dossier de demande d'autorisation nouvelle. Cette demande s'inscrit dans le cadre des articles R.512-2 à R.512-9 du code de l'environnement.

### **II – PROCEDURE D'INSTRUCTION**

#### **II - 1 Enquête publique**

L'enquête publique a eu lieu du 19 novembre 2008 au 19 décembre 2008 inclus en mairies D'ARGENVIERES, SAINT MARTIN DES CHAMPS, LA CHAPELLE MONTLINARD, JUSSY LE CHAUDRIER et SAINT LEGER LE PETIT (département du Cher) et LA CHARITE SUR LOIRE, LA MARCHE et TRONSANGES (département de la Nièvre).

Sur le registre d'enquête d'ARGENVIERES, 1 personne est venue déposer des observations, 9 courriers, dont une télécopie de l'association pour la protection du confluent de la Loire et de l'Allier et de ses environs, ont de plus été adressés au commissaire enquêteur.

- les auteurs de 8 lettres concluent en demandant le maintien, voire l'extension de l'activité de la sablière. Ils s'expriment en tant que prestataire de service ou en qualité de client de la carrière.
- L'association pour la protection du confluent de la Loire et de l'Allier et de ses environs formule des observations portant sur l'augmentation du tonnage d'extraction, les dangers de la pollution de la nappe, sur la nécessité de former le personnel aux risques de pollution de la nappe, ainsi que la création d'un article spécifique à ces sujets dans l'arrêté préfectoral.

Sur le registre d'enquête de SAINT LEGER LE PETIT, 1 personne est venue déposer des observations.

Par courrier du 6 janvier 2009, l'exploitant, interrogé sur ces thèmes, a répondu au commissaire enquêteur sur les thèmes susvisés, notamment il a indiqué que, concernant l'augmentation du tonnage d'extraction, il s'agit en fait d'une diminution à terme si l'on prend en compte les diminutions des tonnages extraits sur les autres sites, dans le contexte du protocole de réduction des extractions de matériaux alluvionnaires mis en place en région Centre en 1996.

#### **II - 2 Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a remis son rapport le 16 janvier 2009.

Il émet un avis favorable sur le projet, sans réserve ni recommandation.

#### **II - 3 Avis des conseils municipaux**

- Le conseil municipal D'ARGENVIERES a émis un avis favorable le 12 octobre 2008.
- Le conseil municipal de LA CHARITE-SUR-LOIRE a émis un avis favorable le 15 décembre 2008, sous réserve que le projet SIP ne représente pas un point de blocage dans le projet de construction d'un second pont sur la Loire.
- Le conseil municipal de ST LEGER LE PETIT a émis un avis favorable le 21 novembre 2008.
- Le conseil municipal de JUSSY-LE-CHAUDRIER a émis un avis favorable le 21 novembre 2008.
- Le conseil municipal de LA CHAPELLE MONTLINARD a émis un avis favorable le 4 décembre 2008.
- Le conseil municipal de TRONSANGES a émis un avis favorable le 26 novembre 2008.

## II - 4 Avis des services consultés

**II-4-1)** Par courrier du 28 octobre 2008, le directeur départemental du **SDIS 18** (Service départemental d'incendie et de Secours) émet un avis favorable et formule les observations suivantes :

- 1°) Mettre les installations électriques des machines outils et de l'éclairage extérieur, conformes aux normes et DTU en vigueur (notamment les coupures générales).
- 2°) Entretenir régulièrement ces installations électriques et les faire vérifier annuellement par une personne ou un organisme agréé.
- 3°) Se doter d'un téléphone avec affichage des numéros d'appel des secours.
- 4°) Prévoir en tout temps la parfaite ouverture du portail d'entrée, aux engins d'incendie et de secours.
- 5°) Rendre facilement accessible et toujours disponible, le brancard, le kit antipollution et son produit absorbant, la bouée et sa touline, le gilet de sauvetage et la trousse de premiers secours.
- 6°) Signaler visiblement l'entrée du chantier à partir du RD 45<sup>E</sup>.
- 7°) Réaliser pour le plan d'eau une plate forme d'aspiration selon les critères suivants :
  - surface minimale de 32 m<sup>2</sup> (4 m x 8 m),
  - résistance de 160 kN (90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m),
  - pente douce de 2 cm / m (le point le plus bas du côté du point d'eau),
  - protection et balisage de la zone afin d'éviter toute chute de personne,
  - talus positionné du côté de l'eau, soit en terre ferme, soit de préférence en maçonnerie,
  - repérable facilement par un panneau de signalisation,
    - la crépine d'aspiration (NFS 61-842) doit être immergée en tout temps sous 0,30 m d'eau et située à 0,50 m minimum du fond,
    - les raccords doivent être symétriques auto étanches de type AR (aspiration / refoulement). Ils doivent se trouver de 0,80 m à 1 m du sol, être équipés de bouchons obturateurs et protégés de toute agression mécanique éventuelle. Les tenons doivent être disposés verticalement afin de faciliter le raccordement des tuyaux d'aspiration.

**II-4-2)** Par courrier du 17 novembre 2008, l'architecte des bâtiments de France du **SDAP 18** (service départemental de l'architecture et du patrimoine) ne formule pas d'observation particulière mais indique que cette commune ne possède aucune protection au titre des monuments historiques ou des monuments naturels ou des sites. Il précise, toutefois que, s'agissant du Val de Loire, il y a lieu de rappeler la fragilité de ce site particulièrement remarquable, visible de LA CHARITE SUR LOIRE et des coteaux qui dominent le fleuve. Le projet de création de la carrière et de remise en état devra prendre en compte ces données paysagères.

**II-4-3)** Par courrier du 21 novembre 2008, le directeur départemental de la **DDE 58** (direction départementale de l'équipement) formule les observations suivantes :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire - Bretagne (SDAGE) préconise la limitation des extractions de matériaux dans le lit majeur, et l'arrêt des extractions nouvelles dans le lit mineur et dans les lits endigués. Cependant, cette limitation ne doit pas provoquer une situation de pénurie susceptible de peser gravement sur le coût de la construction et des travaux publics. En conséquence, il y a lieu de s'assurer de la cohérence du projet avec les prescriptions éventuelles du Schéma Départemental des Carrières du département du Cher.

- Le dossier ne précise pas l'impact que peut constituer, pour la sécurité publique, le stockage des terres de découverte et des stériles argileux en merlons périphériques (la hauteur de ceux-ci sera limitée à 2,5 m sur les bordures Ouest et Est, avec une largeur de 12 à 14 m au droit de la RD 45<sup>E</sup>), dans la zone des plus hautes eaux de la Loire (aléa fort du PPR), notamment en cas de brèches de la levée de protection des eaux.

- Le projet est situé en aléa fort du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation du Val de La Charité. Les carrières (création, renouvellement et extension) sont autorisés sous réserve que les cordons de découverte soient implantés en fonction de l'écoulement des eaux et que l'emprise des stocks n'excède pas 50 % de la superficie du terrain. Ce qui semble être le cas.

- Toutes les mesures devront être prises pour ne pas occasionner de nuisance ou pollution à la nappe alluviale, que ce soit pendant ou après l'exploitation du site. Les mesures préconisées dans le dossier devront, de ce fait, être impérativement respectées. Il apparaît,

également, qu'un plan de suivi et d'entretien du plan d'eau est à mettre en place au terme de l'exploitation de la carrière.

- Le futur site après exploitation sera aménagé en plan d'eau, en prenant en compte l'intégration de celui-ci dans le paysage. Les berges seront en pente très douce et en gradins, avec une végétation de type roselière sur une surface d'environ 3 ha. La Direction Régionale de l'Environnement Centre pourra donner son avis sur ces aménagements.
- Le dossier n'apporte pas d'information sur la remise en état du site actuellement exploité.

**II-4-4)** Par courrier du 19 décembre 2008, le directeur départemental de la DDEA 18 (direction départementale de l'équipement et de l'agriculture) émet un avis favorable et formule les observations suivantes :

#### Urbanisme.

Du fait des affouillements et exhaussements du sol prévus dans le dossier et conformément à l'article R421-19 alinéa k du code de l'urbanisme, ce projet nécessite le dépôt d'un dossier de demande de permis d'aménager qui devra également traiter du système de bande transporteuse.

#### Accès routiers et sécurité routière.

Le site est desservi par la RD 45<sup>E</sup>, et, du strict point de vue de la sécurité routière, l'activité de l'entreprise aura une incidence sur le trafic poids lourds dont l'augmentation sera de plus de 50 %.

La création d'un tunnel sous la RD 45<sup>E</sup> pour le passage d'une bande transporteuse devra faire l'objet d'une concertation avec la Direction des Routes et Bâtiments (DRB) du Conseil Général du Cher, service gestionnaire du réseau routier départemental, dûment consultée dans le cadre de ce dossier et dont l'avis est joint à la présente.

#### Eau.

La remise en état prévue par le projet est la création d'un plan d'eau paysager de 17 ha. Avant la restitution du plan d'eau aux propriétaires, il conviendra d'évaluer le prélèvement dû à l'évapotranspiration potentielle (ETP) et d'informer mes services de ses caractéristiques. Le type d'exploitation en fouille noyée est particulièrement sensible aux risques de pollutions, d'où la nécessité d'une grande vigilance relative aux pollutions accidentelles. La procédure à suivre en cas d'incident devra être rédigée et mise à disposition du personnel de la carrière (conducteurs d'engins en particulier). Celle-ci devra prévoir notamment, l'utilisation de kit anti-pollution et l'information immédiate de l'inspecteur des installations classées.

#### Environnement.

Le projet de sablière n'est pas situé sur un terrain boisé, mais à environ 350 m d'une zone de protection spéciale (ZPS), site ZPS n° FR2610004 « Vallées de la Loire et de l'Allier entre MORNAY SUR ALLIER et NEUVY SUR LOIRE », et à 700 m d'un site d'importance communautaire (SIC), site SIC FR2600965 « Vallées de la Loire entre FOURCHAMBAULT et NEUVY SUR LOIRE ».

Dans le cadre de cette demande d'autorisation, la société Environnement Carrière et Matériaux (ENCEM) de Nantes a été chargée d'une étude faunistique et floristique.

Celle-ci, dont les relevés paysagers ont été réalisés en juin 2007, montre que l'aire de l'étude présente une sensibilité biologique globale de niveau faible et qu'aucun habitat naturel de l'aire d'étude ne correspond à un habitat d'intérêt communautaire. Elle prévoit malgré tout, des mesures réductrices d'impact et des mesures compensatoires.

Compte tenu des faibles enjeux faune - flore - milieux, les mesures réductrices d'impact et les mesures compensatoires prévues semblent satisfaisantes.

#### Risques naturels et technologiques.

S'agissant des risques naturels, la commune D'ARGENVIERES est couverte par le plan de prévention des risques inondation (PPRI) de la Loire « Val de la Charité ».

Ce PPRI, portant révision du plan des surfaces submersibles de la Vallée de la Loire, a été approuvé par un arrêté préfectoral dont la date exacte est le 11 juin 2002.

Le site projeté est localisé en zone inondable A3 qui est une zone à préserver de l'urbanisation. En ce qui concerne le risque mouvement de terrain par tassement différentiel dont la cartographie est consultable sur le site [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr), la commune est touchée par de l'aléa faible.

**II-4-5)** Par courrier du 19 décembre 2008, le directeur des routes et bâtiments du Conseil Général du Cher émet un avis favorable et formule les observations suivantes :

« Cette carrière possède un accès sécurisé sur la Route Départementale n° 45<sup>E</sup>, qui offre une bonne visibilité des deux côtés. Le transfert des matériaux du futur site d'extraction au site

de traitement actuel se fera par tapis roulant avec un passage souterrain sous la RD 45<sup>E</sup>. Au vu des éléments fournis, les caractéristiques de ce passage souterrain sont satisfaisantes.

Une autorisation de construction de l'ouvrage qui comportera les mesures à respecter tant pour la réalisation que pour l'entretien du tunnel sous chaussée devra être accordée préalablement à tout début de travaux par arrêté de M. le Président du Conseil Général du Cher.

Les éventuels déplacements de réseau, les réfections de chaussée ainsi que les mesures d'exploitation de la route pendant les travaux (signalisation de chantier, déviation, ...) seront entièrement à la charge du demandeur. »

**II-4-6)** Par courrier du 30 décembre 2008, le directeur départemental de la DDASS 18 (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) émet un avis favorable et formule l'observation suivante :

« L'étude affirme que la protection des travailleurs face au risque d'inhalation de poussières implique la protection de la population voisine du site vis à vis de ce risque. Ce raisonnement n'est pas correct ; les valeurs limites d'exposition professionnelle appliquées aux travailleurs et les valeurs toxicologiques de référence appliquées à la population sont différentes. »

**II-4-7)** Par courrier du 20 janvier 2009, le directeur régional de la DIREN Centre (direction régionale de l'environnement) émet un avis favorable et formule les observations suivantes :

#### « DU POINT DE VUE FAUNE - FLORE - MILIEUX NATURELS.

##### Qualité des informations fournies dans l'étude.

L'étude faune - flore - milieux est de bonne qualité et décrit de manière satisfaisante les milieux en présence. Le projet de carrière concerne principalement des milieux agricoles (cultures, petite parcelle en prairie) et leurs milieux annexes (bandes enherbées, chemins). Quelques haies buissonnantes sont également présentes sur les marges de la surface demandée en autorisation. Enfin, au Nord, le ruisseau de Châteauneuf longe le site. Sa végétation aquatique et rivulaire est peu diversifiée, du fait des berges abruptes du cours d'eau, et seul un court tronçon de ripisylve, déperissant, subsiste.

Aucun milieu remarquable ni aucune espèce patrimoniale n'ont été recensés sur l'aire d'étude.

##### Prise en compte par le projet des risques d'impacts sur le milieu naturel.

L'exploitation détruira essentiellement les zones en grandes cultures en conservant notamment la haie la plus intéressante, en bordure Sud du projet. Une bande de 20 m sera également préservée de tous travaux le long du ruisseau de Châteauneuf. Par ailleurs, dès le début des activités de la sablière, une ripisylve sera plantée le long de ce ruisseau, et des haies paysagères (avec des essences locales) seront également réalisées.

Le réaménagement progressif de la carrière prévoit une remise en état écologique, avec la création d'un plan d'eau de 17 ha, avec des berges sinueuses, de larges zones en hauts fonds et des pentes douces, permettant l'installation d'une végétation naturelle de rives régulièrement exondées, ainsi que d'environ 3 ha de roseaux. Enfin, sur la partie terrestre du réaménagement, plusieurs petites mares déconnectées du plan d'eau seront favorables au développement de populations d'amphibiens.

En conclusion, je note que les mesures réductrices d'impacts et le réaménagement proposés seront adaptés aux faibles enjeux faune - flore - milieux du site.

#### DU POINT DE VUE DES SITES ET PAYSAGES.

Le projet s'inscrit dans un site sensible, à forte valeur patrimoniale puisque coïncé entre la Loire et sa levée et le canal latéral. Il présente de multiples impacts visuels sur ce paysage de vallée où les assiettes visuelles sont parfois conséquentes. Il sera notamment très prégnant :

- depuis le coteau ouest en empruntant la route départementale 45, classée « route touristique », point de vue permettant d'apprécier l'ampleur du couloir ligérien et les massifs forestiers du Nivernais,
- depuis la route départementale 45<sup>E</sup>, qui permet de voir toute amplitude du coteau et que le projet de carrière viendra en partie opacifier. Si le dossier indique en page 14 l'absence d'impact du projet sur le paysage, il convient de noter que durant 10 à 15 ans, un merlon de 800 m de longueur sur une hauteur de 2,50m viendra barrer visuellement toute relation entre le fond de la vallée et le coteau Ouest.

De même, l'argumentaire reste réducteur en termes d'appréciation des impacts qu'il qualifie de moyens sur les habitants de la ferme des Rousseaux, 350 à 400 m de distance avec le site d'extraction étant tout de même bien dérisoire.

Enfin le dossier aurait mérité de mentionner les impacts sur le grand paysage perçu depuis le coteau et évoquer les impacts depuis les coteaux en rive Est de la Loire.

Si les installations de traitement des matériaux ne sont pas concernées par la demande dans la mesure où elles sont situées à l'extérieur du périmètre de la carrière, il n'en demeure pas moins qu'elles présentent un élément fort d'altération du paysage, notamment par leur proximité avec la levée de la Loire dite « Levée d'Espagne » qui constitue un itinéraire de randonnée et en particulier de randonnée cycliste « Loire à vélo ».

Etant donné que le rideau arboré qui borde la levée laisse entrevoir une perception visuelle partielle et diffuse, il conviendra durant la phase d'exploitation de la carrière, de maintenir en bon état d'entretien permanent, les installations, le site et la bande transporteuse des matériaux vers l'unité de traitement.

#### SUR LE VOLET EAU.

Au titre des risques naturels (page 111 étude d'impact).

Le site est localisé en zone d'aléa fort dans le cadre du PPRI du « Val de La Charité » approuvé par arrêté préfectoral du 11 juin 2002. A cet égard, le projet respecte la réglementation en implantant les cordons de découverte dans le sens de l'écoulement des eaux et en stockant les matériaux sur une emprise inférieure à 50 % de la superficie du terrain.

#### Espace de mobilité de la Loire et des cours d'eaux.

- Pour la Loire.

La réalisation des levées et notamment celle de la levée d'Espagne a limité l'espace de mobilité fonctionnelle de la Loire. Le projet ne se trouve donc pas dans l'espace de mobilité de la Loire.

- Pour les cours d'eaux (ruisseau de Châteauvert, ruisseau du Gué au Roi).

D'après les photographies aériennes observées en 1950, 1971, 1983 et 2002, aucune modification significative du tracé des cours d'eaux n'a été observée. Les ruisseaux sont d'origine anthropique à caractère rectiligne et calibré.

Comme précisé dans le guide technique n° 2 de référence « détermination de l'espace de liberté des cours d'eaux » élaboré par l'agence de l'eau de bassin Rhône Méditerranée Corse, le concept d'espace de mobilité fonctionnel ne peut s'appliquer qu'aux rivières mobiles relativement peu artificialisées.

Toutefois, afin de limiter un risque de capture du cours d'eau par la sablière, le pétitionnaire propose dans ce cadre, une restauration de la rivière de Châteauvert consistant à :

- laisser une bande inexploitée de 20 m entre la carrière et le ruisseau,
- reconstituer une ripisylve sur sa berge en rive gauche,
- réaliser une berge à la cote mini de 158 m NGF sur tout le linéaire concerné avec un talutage doux et engazonné.

Je suis favorable à ces mesures visant à éviter toute communication entre le futur plan d'eau et les cours d'eaux existants, en cas de crue d'occurrence inférieure à 100 ans. Toutefois, le pétitionnaire devra prendre l'attache du Service de la Police de l'Eau du Cher pour leur mise en œuvre. »

#### II – 5 Réponse apportée par l'industriel.

Dans son mémoire en date du 19 février 2009, l'exploitant apporte les réponses suivantes aux services consultés suivants :

##### II-5-1) SDIS

« Nous avons pris bonne note des recommandations du SDIS et nous y conformerons.

- 1°) Ainsi, les installations électriques des machines outils (tapis de plaine) seront conformes aux normes et DTU en vigueur.
- 2°) Un contrat sera établi avec un organisme extérieur agréé pour la vérification de cette installation électrique.
- 3°) Les employés seront équipés d'un téléphone avec affichage des numéros d'appel de secours.
- 4°) Le portail d'entrée sera installé de façon à pouvoir intervenir en tout temps.
- 5°) Le site disposera d'un kit antipollution, de produit absorbant, d'une bouée avec touline, de gilets de sauvetage, d'une trousse de secours et d'un brancard.
- 6°) L'entrée du chantier sera signalée visiblement depuis la RD 45<sup>E</sup>.
- 7°) Une plate forme d'aspiration sera réalisée conformément à vos prescriptions.

## II-5-2) SDAP

La réalisation de l'étude paysagère a permis de définir un certain nombre de mesures afin de réduire les incidences paysagères. Nous nous y conformerons avec soin.

## II-5-2) DDE 58

En ce qui concerne les merlons et le stockage des terres et stériles, ils ont été prévus sur une superficie très inférieure à la limite des 50 % de la superficie du terrain sollicité conformément à l'article A.3.3.3 du règlement du PPRI.

Compte tenu de l'étendue du Val de Loire, la faible superficie concernée ne gênera aucunement les écoulements des eaux de crue, d'autant plus que les merlons seront disposés exclusivement en parallèle avec le sens d'écoulement des eaux de crue dans le Val.

Leur position a d'ailleurs été choisie sur recommandations de M. LIMANDAT qui a réalisé l'étude hydraulique.

Il est d'ailleurs indiqué dans l'étude hydraulique, page 21 : « compte tenu de l'étude des crues des cours d'eau du val qui a montré le peu d'interaction avec la future sablière, il n'y a pas à craindre de modification sensible des conditions d'écoulement du fait du stockage des terres de découverte, réalisé en respectant l'article A.3.3.3 du règlement du PPRI (emprise des stocks très inférieure à 50 % de la superficie sollicitée) ».

Dans les mesures de protection page 23, il est écrit : « respecter, évidemment, l'article A.3.3.3 du règlement du PPRI, soit une emprise des stocks limitée à 50 % de la superficie du terrain et une orientation des cordons de découverte tenant compte du sens préférentiel des écoulements éventuels. Ainsi, les cordons implantés sur le plan en vis à vis sont-ils placés sur les bords Est et Ouest de la zone d'extraction. »

Par ailleurs, les merlons disparaîtront au fur et à mesure que l'exploitation et, surtout la remise en état, progresseront.

## II-5-3) DDEA 18

- Urbanisme : nous nous conformerons aux termes de l'article R 421-19.
- Accès : en ce qui concerne la création du passage souterrain sous la RD 45<sup>E</sup>, une démarche de concertation a été engagée dès le lancement du projet avec le Conseil Général du Cher et elle se poursuivra jusqu'à l'aménagement de ce passage.
- Eau : nous nous conformerons aux recommandations de la DDEA du Cher et un kit antipollution sera effectivement disponible dans la cabine du scraper.

## II-5-4) Conseil général du Cher

Nous respecterons les préconisations du service de gestion des routes en ce qui concerne la mise en place du passage souterrain sous la RD 45<sup>E</sup>, en particulier le dépôt d'une demande d'autorisation de construction de l'ouvrage préalablement au début des travaux.

## II-5-5) DDASS

En termes de sécurité publique, les critères retenus pour les poussières sont le  $PM_{10}$  (diamètre inférieur à  $10\mu$ ) et les  $PM_{2,5}$  (diamètre inférieur à  $2,5\mu$ ).

Ainsi que le décret n° 2002-213 du 15 février 2002 l'indique, les valeurs réglementaires dans le domaine de la santé publique en ce qui concerne les particules en suspension ( $PM_{10}$ ) vont de  $0,030 \text{ mg.m}^{-3}$  en moyenne annuelle en objectif de qualité à  $0,040$  en valeur limite, toujours en moyenne annuelle ( $0,050$  en moyenne journalière).

Pour les  $PM_{2,5}$ , il a été recommandé par l'OMS comme valeur la plus restrictive  $0,010 \text{ mg.m}^{-3}$  en valeur annuelle ( $0,025$  en moyenne glissante sur 24h).

Dans le domaine du règlement général des industries extractives, le titre EMPOUSSIERAGE prend en compte les poussières inhalables et les poussières alvéolaires.

Les premières sont les particules les plus grosses ( $4-100\mu$ ), elles englobent donc les  $PM_{10}$ , dont une partie est également comprise dans les poussières alvéolaires ( $<4\mu$ ), qui elles-mêmes englobent les  $PM_{2,5}$ .

Si l'on se réfère aux résultats de la dernière campagne de mesures d'empoussièrement réalisées dans le cadre du RGIE sur le site actuel d'ARGENVIERES, il apparaît une valeur des poussières inhalables inférieure à  $0,02 \text{ mg.m}^{-3}$  sur une durée de 8 h au niveau du crible principal.

Quant aux poussières alvéolaires, les résultats en hiver sont également inférieurs à  $0,02 \text{ mg.m}^{-3}$  en prélèvements de 7 h / jour.

Il est assez difficile de ramener ces résultats aux valeurs définies dans le décret susnommé, puisque les poussières prises en compte sont les  $PM_{10}$  et les  $PM_{2,5}$ .

C'est pourquoi on extrapole les mesures réalisées sur le site pour affirmer que, compte tenu des valeurs atteintes (cumul des deux types de poussières  $< 0,040 \text{ mg.m}^{-3}$ ), les risques pour



le voisinage seront réduits puisque les valeurs mesurées englobent les particules allant jusqu'à 100µ et demeurent néanmoins inférieures de la valeur journalière limite pour les PM<sub>10</sub> de 0,050 mg.m<sup>-3</sup>.

Quant aux poussières alvéolaires qui englobent les PM<sub>2,5</sub>, leur valeur est inférieure à la valeur moyenne glissante sur 24h.

Ce qui peut raisonnablement laisser penser que les PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub> seront très inférieures aux valeurs définies pour la santé publique au droit des demeures les plus sensibles (secteurs nord-est et ouest par rapport au site), ces dernières étant par ailleurs éloignées du site d'une distance de 265 m minimum.

## **II-5-6) DIREN**

### Paysage.

Dans le cadre du dossier, une étude paysagère a été réalisée afin d'appréhender au mieux les incidences du projet et prévoir en amont les mesures de protection qui devront être mises en œuvre.

En premier lieu, la hauteur des merlons sera limitée à 2,50 m, de manière à minimiser leur perception dans la plaine alluviale.

Par ailleurs, de nombreuses opérations de plantations seront menées afin de masquer au maximum le site :

- une ripisylve arborée et arbustive sera reconstituée en bordure du ruisseau de Châteauvert dès le début de l'exploitation. Outre son intérêt écologique, cette formation masquera la zone en chantier depuis les terrains situés au Nord du projet, et notamment depuis la RD 45<sup>E</sup>,
- la haie buissonnante fortement dégradée qui marque la limite Nord-Ouest des terrains sera reconstituée en début d'autorisation,
- des portions de haies buissonnantes seront plantées en pied de merlon le long de la RD 45<sup>E</sup>, de manière à masquer cet élément de relief. Il ne s'agira pas de mettre en place une haie continue qui aurait un double impact : introduire une structure végétale artificielle, les haies étant assez rares dans la plaine, et masquer à terme le plan d'eau qui doit pouvoir constituer un élément de diversification du paysage.  
Pour cette raison, la haie devra être plantée au droit de la partie centrale du futur plan d'eau.
- une haie buissonnante de belle qualité, d'une hauteur d'environ 3 m, forme un écran visuel efficace depuis la RD 45<sup>E</sup> sur la limite Sud des terrains du projet. Afin de conserver cette haie dans un bon état sanitaire, aucun dépôt de matériaux (merlon de protection) et aucun aménagement (chemin de desserte agricole) ne sera réalisé à moins de 2 m de sa base.

En concourant à réduire l'impact visuel depuis la RD 45<sup>E</sup>, ces aménagements réduiront de fait les perceptions depuis les coteaux est de la vallée de la Loire.

A la fin de l'exploitation, le plan d'eau et les prairies qui remplaceront les terres agricoles actuelles pourront constituer un élément paysager de qualité en les aménageant de manière à éviter la création d'un milieu artificiel au sein du paysage rural.

Le principe d'aménagement proposé dans le dossier repose sur la diversité naturelle des formes du plan d'eau et des peuplements végétaux qui le coloniseront de façon spontanée, diversité liée aux variations saisonnières du niveau d'eau et de l'état de la végétation. Ce principe s'inspire de l'observation des paysages du lit mineurs de la Loire, façonnés par les variations saisonnières du fleuve (débit et niveau).

En ce qui concerne l'aire de traitement, bien que non incluse dans le dossier, il a été prévu la mise en place, dès le début de l'autorisation, d'un écran arboré sur les limites Sud et Ouest de l'aire des installations, par plantation d'une haie dense de composition similaire à celle de la ripisylve qui sera recréée en bordure du ruisseau de Châteauvert.

Au droit de la levée, la situation de l'aire de traitement ne permet pas d'aménagement. Seul l'entretien du site et des installations permet de réduire les aspects visuellement négatifs liés à la présence de cette aire à caractère industriel.

### Eau.

Nous avons pris bonne note de consulter le Service de la Police de l'Eau du Cher pour la mise en œuvre des mesures de protection. »

**II-5-7) Les éléments de réponse fournis par le carrier n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.**

## **III – MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

### **III - 1 Méthode d'exploitation et remise en état.**

L'exploitation s'effectuera selon le déroulement : décapage ; extraction au scrapeur ; évacuation vers l'unité de traitement, via des bandes transporteuses et avec franchissement en souterrain de la RD 45<sup>E</sup> remise en état.

Environ 30 cm de terre végétale et 1,70 m de terres argileuses seront découverts à la pelle hydraulique ou au chargeur et conservés (marlons sur les bordures Est et Ouest) en vue de la remise en état.

L'extraction sera réalisée au scrapeur (en début d'exploitation) puis à la pelle-draguefine.

L'exploitant envisage de déplacer, en bordures ouest et sud pendant la durée de l'exploitation, le chemin rural dit de la Tuilerie qui partage en deux le périmètre sollicité.

La remise en état sera réalisée par :

- création d'un plan d'eau d'une superficie proche de 17 ha avec contour modelé et plantations aux abords ;
- enlèvement de tous les équipements ;
- remblayage des secteurs nord et sud à l'aide des stériles d'exploitation sur une épaisseur moyenne de 6,70 m ;
- talutage des berges (30° en bordures ouest et nord-est et pentes douces avec haut fond en secteurs sud, sud-est et nord-ouest) ;
- régalaie des terres (après décompactage) sur une épaisseur de 30 cm.

La vocation ultérieure des terrains est un plan d'eau pour loisirs légers à usage privé (propriétaires).

Par courrier du 18 avril 2008, l'exploitant s'engage à respecter le protocole de réduction des extractions de matériaux alluvionnaires des lits majeurs des cours d'eau de la Région Centre sur la référence de 200 000 t/an, avec 3% de réduction par an.

### **III - 2 Milieu naturel.**

Les parcelles demandées pour autorisation d'exploiter sont actuellement occupées par une activité agricole (cultures).

La zone sollicitée est limitée par :

- à l'Est : la RD45<sup>E</sup> ;
- au Nord : le ruisseau de Châteauvert ;
- à l'Ouest : des champs agricoles et le ruisseau du Gué au Roi ;
- au Sud : des champs agricoles.

#### **III - 2. 1 Eaux.**

L'extraction se fera hors d'eau (environ 2 m) et en eau (environ 5 m), sans rabattement de nappe.

Afin de réduire le risque d'une pollution des eaux, plusieurs mesures de prévention sont mises en œuvre dont :

- délaisse de 20 m au droit du ruisseau de Châteauvert ;
- choix du sens de progression de manière à ne pas créer une barrière hydraulique avec les tines ;
- présence d'un kit anti-pollution et d'un dispositif en cas de fuite directement dans le plan d'eau (mise en place de boudins flottants pour circonscrire les hydrocarbures, pompage et évacuation en bidons hermétiques) ;

3 piézomètres seront installés afin de contrôler le niveau piézométrique et la qualité des eaux souterraines.

### **III - 2. 2 Impact paysager.**

Il est prévu notamment les actions suivantes afin de réduire l'impact paysager :

- plantation arborée en bordure du ruisseau de Châteauvert, dès le début de l'autorisation, pour limiter la perception de la manière en exploitation depuis le Nord et fixer les berges dégradées par le ragondin ;
- plantation des portions de haies buissonnantes ou arborées en bordure de la R.D. 45<sup>E</sup>, pour limiter la perception du merlon de stockage de la terre végétale depuis cette voie. Des portions sans plantation constitueront, après exploitation, des fenêtres vers les berges aménagées.
- enherbement de la partie supérieure exondée des berges.

### **III - 3 Faune et flore.**

L'étude faune/ flore a montré une sensibilité biologique globale de niveau « faible ».

### **III - 4 Environnement humain.**

Le site se localise dans un environnement agricole, avec un habitat discret. A noter que les plus proches habitations sont situées à 260 m.

Les horaires de fonctionnement seront : 7 h à 18 h, du lundi au vendredi.

Une ligne électrique est présente à l'extrémité Nord-Ouest du site (3 supports). L'exploitant maintiendra un accès permanent aux poteaux. De plus, une distance de 10 mètres sera préservée autour de chaque poteau et une distance de 5 m par rapport aux fils sera également respectée.

La carrière projetée n'induit pas directement d'accroissement du trafic de la RD 45<sup>E</sup>, le matériau étant dirigé vers les installations de traitement via un tapis roulant avec un passage souterrain sous la route. L'exploitant a toutefois fourni les données relatives à l'année 2006 (production 89 235 t) : la circulation générée a été de 32 allers-retours des camions de 25 t avec des répartitions équivalentes vers le nord et vers le sud qui représentent respectivement 7,5 % et 8,5 % des trafics poids lourds.

### **III - 5 Capacités techniques et financières.**

La société SIP exerce des activités d'extraction de sables et graviers alluvionnaires depuis 1987.

Elle dispose d'un matériel adapté à l'activité en question : pelle-dragueline, scraper.

5 personnes sont employées en permanence sur le site D'ARGENVIERES (carrière et installations de traitement).

La société SIP a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires d'environ 1 504 000 € avec un résultat net de 88 907 €.

### **III - 6 Garanties Financières.**

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant. Les éléments fournis dans le dossier ont permis d'estimer les garanties financières à mettre en place pour chaque phase quinquennale par la société SIP.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période : ce montant inclus la TVA. Indice TP01 de décembre 2008 (613,6)

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La formule de calcul utilisée est :

$$C_R = \alpha (S1 \ C1 + S2 \ C2 + S3 \ C3) \ €$$

$C_R$  : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

$S1$  (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

$S1$  (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

$L$  (en mm) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires des berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

$\alpha$  = Index  $(1+TVA_t)$  / Index 0  $(1+TVA_0)$  avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index 0 : indice TP01 de février 1998 soit 416.2 ;

$TVA_R$  : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

$TVA_0$  : taux de la TVA applicable en février 1998 soit 0.206.

L'autorisation a été sollicitée pour une durée de 15 ans, 3 périodes quinquennales sont considérées.

Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour chaque année et propose de retenir les valeurs suivantes.

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées, hormis la valeur de  $\alpha$  qui a été recalculé sur la base de l'indice TP01 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 (TP01 = 613,6).

PERIODES	S1 (C1 = 10,5 k€/ ha)	S2 (C2 = 23 k€/ ha)	S3 (L) (L = 32 €/m)	TOTAL en € TTC
1	1,936	1,872	315	107 409,26 €
2	1,936	2,320	530	132 533,41 €
3	1,184	2,320	530	120 988,93 €

#### **IV – AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Les éléments apportés dans le dossier sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par la société SIP sur son site D'ARGENVIERES.

Lors de l'enquête publique, des observations ont notamment été formulées relatives à l'augmentation du tonnage d'extraction, aux dangers de la pollution de la nappe, à la nécessité de former le personnel aux risques de pollution de la nappe, ainsi qu'à la création d'un article spécifique à ces sujets dans l'arrêté préfectoral.

Les conseils municipaux consultés ont tous émis un avis favorable.

Lors de la consultation des services administratifs, ceux-ci ont émis des avis favorables, parfois assortis d'observations qui ont obtenu des réponses à travers le mémoire de l'exploitant et qui sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral, en particulier :

- les merlons et le stockage des terres et stériles sont prévus sur une superficie très inférieure à la limite des 50 % de la superficie du terrain sollicité conformément à l'article A.3.3.3 du règlement du PPRI. De plus, ils seront disposés exclusivement en parallèle avec le sens d'écoulement des eaux de crue dans le Val et disparaîtront au fur et à mesure que l'exploitation et, surtout la remise en état, progresseront.
- concernant les aspects paysagers, il est à noter que la hauteur des merlons sera limitée à 2,50 m, de manière à minimiser leur perception dans la plaine alluviale. De plus, de nombreuses plantations seront réalisées afin de masquer au maximum le site : en bordure du ruisseau de Châteauevert ; en limite Nord-Ouest ; en pied de merlon le long de la RD 45<sup>E</sup> ; sur la limite Sud des terrains du projet.

On notera que la durée sollicitée (15 ans) est en adéquation avec la production annuelle (200 000 t/an maximum) et le volume total à extraire 2 400 000 t.

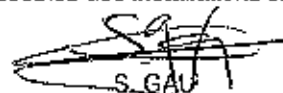
De plus, l'exploitant s'engage à respecter le protocole de réduction des extractions de matériaux alluvionnaires des lits majeurs des cours d'eau de la Région Centre sur la référence de 200 000 t/an, avec 3% de réduction par an.

#### **V - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à madame le préfet du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation carrières devra être consultée sur ce projet.

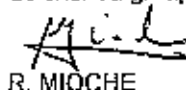
L'inspectrice des installations classées,



S. GAU

Vu et transmis avec avis conforme  
à madame le préfet du Cher,

Pour le directeur et par délégation,  
Le chef du groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre,



R. MIOCHE



# ARTE E LOCALISATION

Extraits des cartes IGN  
au 1/25000 n° 2523 O et 2524 O

Zone concernée par la demande  
d'autorisation d'ouverture de carrière  
- transfert de site -  
(rubrique 2512.1 des ICPE)

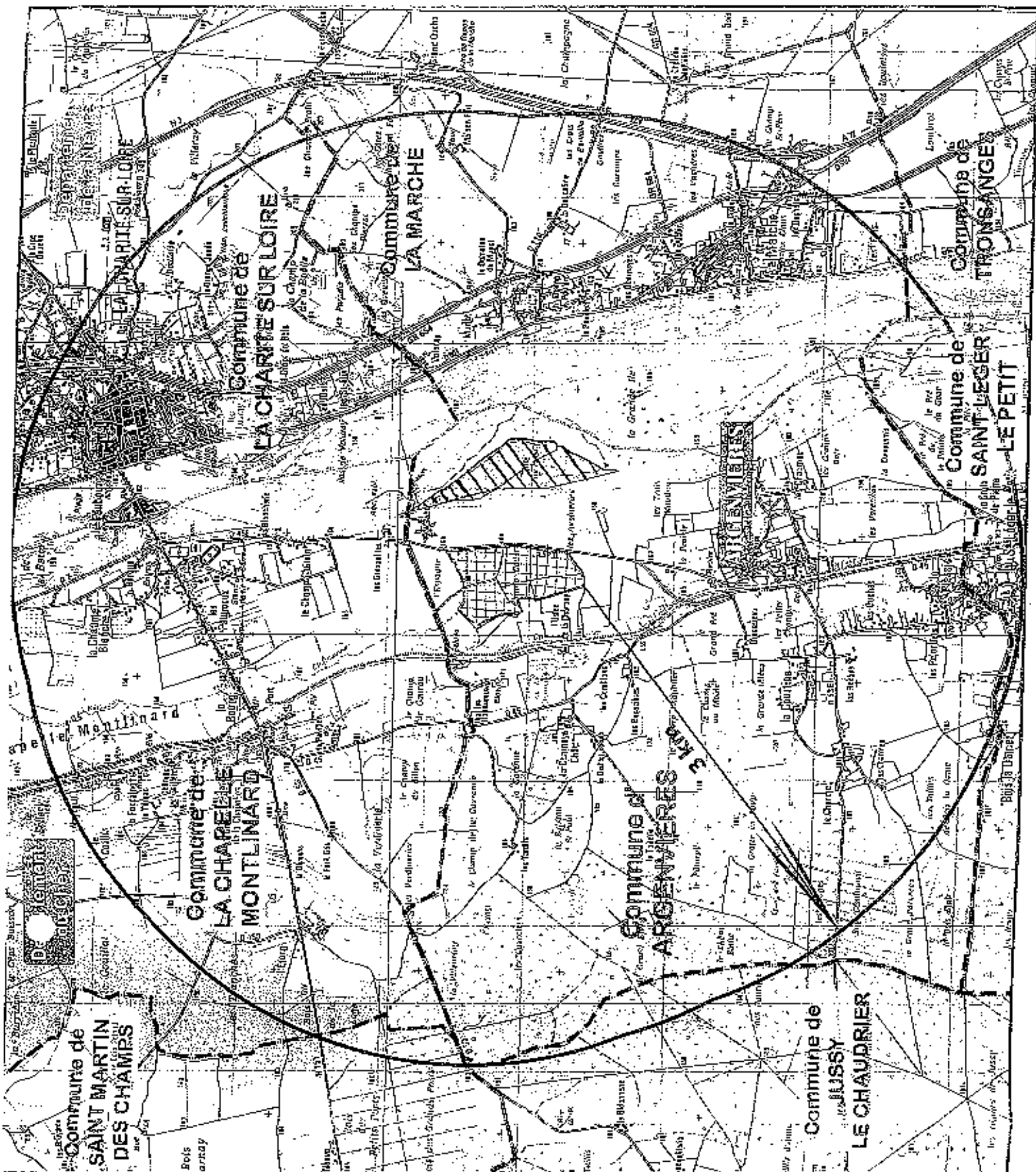
Cartère actuellement autorisée  
par A.P. du 05/12/2002

Aire de traitement

Limite de commune

Limite de département

Rayon d'affichage de l'avis  
au public  
(art R.512-14 et R.512-15 du livre V  
de la partie réglementaire du Code  
de l'environnement)



Echelle: 1/25000





**ARRETE N°            DU**

**Autorisant la SNC SABLIERE DE L'ILE AU PAGE  
à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires  
sur la commune d'ARGENVIERES  
aux lieux-dits « Le Pré Neuf », « Le Chameau », « la Bannière »,  
« Les Essards », « Champ au Merle » et « Champ Cadet »**

Le préfet du Cher, Chevalier de la Légion d'Honneur,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son livre V ;

**Vu** le code minier ;

**Vu** le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées ;

**Vu** le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ;

**Vu** le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1994 autorisant la société SABLIERE DE L'ILE AU PAGE (SIP) à exploiter des installations de traitement ;

...

**Vu** la demande présentée par la SNC SABLIERE DE L'ILE AU PAGE (SIP) en date du 22 avril 2008, complétée le 30 juin 2008, en vue d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune d'ARGENVIERES ;

**Vu** le courrier de la SNC SABLIERE DE L'ILE AU PAGE (SIP) en date du 16 avril 2008 adressé au président du comité de pilotage du protocole Loire et relatif à la demande de révision de la référence et à l'engagement se conformer au protocole susmentionné ;

**Vu** les résultats de l'enquête publique ;

**Vu** les avis exprimés au cours de l'instruction administrative ;

**Vu** le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 19 février 2009 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 mai 2009 ;

**Vu** l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation carrières lors de sa séance du ... ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité projetée constitue une installation classée soumise à autorisation visée selon la rubrique n°2510.1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation ne peut engendrer de vibrations qui pourraient être à l'origine d'une fissuration des habitations, en l'absence de tirs de mines ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures sont prises afin d'assurer la sécurité du personnel et des tiers ;

.../...

**CONSIDÉRANT** que des garanties financières permettront le réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les dangers et inconvénients engendrés par les activités, au regard des intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sont identifiés et prévenus par les mesures mises en place et envisagées par l'exploitant ainsi que par les prescriptions du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant s'est engagé à respecter le protocole de réduction des extractions de matériaux alluvionnaires des lits majeurs des cours d'eau de la région Centre sur la référence de 200 000 t/an ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant prévoit une remise en état écologique, avec la création d'un plan d'eau de 17 ha, avec des berges sinueuses, de larges zones en hauts fonds et des pentes douces, permettant l'installation d'une végétation naturelle de rives régulièrement exondées, ainsi que d'environ 3 ha de roselières ;

**CONSIDÉRANT** qu'une autorisation de construction de l'ouvrage qui comportera les mesures à respecter tant pour la réalisation que pour l'entretien du tunnel sous chaussée devra être accordée préalablement à tout début de travaux par arrêté de M. le Président du Conseil Général du Cher ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

## ARRETE

### Article I. DEFINITION DES INSTALLATIONS

#### I.1. AUTORISATION

La société S.N.C. SABLIERE DE L'ILE AU PAGE dont le siège est situé Lieu-dit « L'île au Page » à ARGENVIERES (18140) est autorisée, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune d'Argenvières, aux lieux-dits « Le Pré Neuf », « Le Chameau », « la Bannière », « Les Essards », « Champ au Merle » et « Champ Cadet ».

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 33 ha 45 a 06 ca pour une surface exploitable de 27 ha 15 a 00 ca et concerne les parcelles section B n° 3, 5, 6, 7, 11, 12, 200, 202, 204, 206 et 208 pour partie par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (annexe 1) (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement). Le centre de la carrière a pour coordonnées (système Lambert II étendu) : X = 650 715 m et Y = 2 239 422 m.

La carrière est située en lit majeur de la Loire.

#### I.2. NATURE DES ACTIVITÉS

##### I.2.A. LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Régime A/D/NC
2510	1- Exploitation de carrière	A

A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non-classé.

### 1.2.B. QUANTITES AUTORISEES

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera :

Années	Tonnage exploitable (t/an) selon le respect du protocole avec une référence de 200 000 t/an
2010	200 000
2011	194 000
2012	188 180
2013	182 535
2014	177 059
2015	171 747
2016	166 594
2017	161 597
2018	156 749
2019	152 046
2020	147 485
2021	143 060
2022	138 768
2023	134 605
2024	130 567

### 1.2.C. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée à une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 9 mois avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site doit être achevée 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

### 1.2.D. PEREMPTION DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

### 1.2.E. AMÉNAGEMENTS

L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le plan de phasage des travaux est annexé au présent arrêté.

### 1.2.F. RÉGLEMENTATION

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux s'imposent de plein droit à l'exploitant. Les dispositions plus contraignantes fixées par le présent arrêté s'y substituent.

L'autorisation est accordée sans préjudice des dispositions des autres réglementations en vigueur.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire. Le changement d'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

## Article II. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

### II.1. GARANTIES FINANCIÈRES

#### II.1.A. MONTANT DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 3 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

PERIODES	S1 (C1 = 10,5 k€/ha)	S2 (C2 = 23 k€/ha)	S3 (L) (L = 32 €/m)	TOTAL ( $\alpha = 1.462$ ) En euros
1	1,936	1,872	315	107 409,26
2	1,936	2,320	530	132 533,41
3	1,936	2,320	530	120 988,93

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2008, soit 613,6.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

#### II.1.B. NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

Lorsque l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R.512-44 du code de l'environnement, il y joint le document établissant la constitution des garanties financières prévue à l'article R.516-2.

Ce document doit être conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire

#### II.1.C. MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être actualisé au moins tous les cinq ans, compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 et de la TVA.

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation suivante :

$$C_n = C_R \left( \text{Index}_n / \text{Index}_R \right) \times ((1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R))$$

Où :

$C_R$  : le montant de référence des garanties financières.

$C_n$  : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$\text{Index}_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

$TVA_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$TVA_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivants l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

#### II.1.D. *RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES*

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP 01 justifiant de leur actualisation.

Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.

#### II.1.E. *MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION*

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation.

#### II.1.F. *LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE*

L'exploitant peut demander la levée, en tout ou partie, de l'obligation de garanties financières lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée.

#### II.1.G. *APPEL AUX GARANTIES FINANCIERES*

Les garanties financières seront appelées :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L.514-1 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre V du code de l'environnement;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état du site.

### II.2. *MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS*

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### II.3. *DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS*

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière ou du fait du fonctionnement de l'installation de premier traitement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre V du code de l'environnement

En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

#### **II.4. CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)**

Les contrôles, analyses et expertises périodiques prévus par le présent arrêté doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Des contrôles, prélèvements, analyses et mesures d'effluents liquides ou gazeux, de poussières, de déchets, de sols, d'eaux souterraines, de bruit, de vibration ou plus généralement de toute substance ou de tout objet liés à l'installation peuvent être exécutés à la demande de l'inspection des installations classées ou par l'inspecteur pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les dépenses correspondant à l'exécution des contrôles, analyses ou expertises sont à la charge de l'exploitant

#### **II.5. CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

En cas d'arrêt définitif d'activité, l'exploitant notifie au préfet, la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci pour ce qui concerne l'installation de premier traitement et au moins six mois avant la cessation définitive d'activité pour l'exploitation de carrière.

L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article R.512-74 du code de l'environnement.

Avant la restitution du plan d'eau aux propriétaires, l'exploitant évalue le prélèvement dû à l'évapotranspiration potentielle (ETP) du plan d'eau et informe la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de ses caractéristiques.

### **Article III. DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES PORTANT SUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE**

La carrière est exploitée et remise en état de manière à limiter son impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

#### **III.1. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

##### **III.1.A. INFORMATION DES TIERS**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

##### **III.1.B. BORNAGE**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

##### **III.1.C. EAU DE RUISSELLEMENT**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1<sup>er</sup>, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

### III.1.D. INTEGRATION DE L'INSTALLATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant mettra en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines, notamment :

- plantation arborée en bordure du ruisseau de Châteauneuf,
- plantation de portions de haies buissonnantes ou arborées en bordure de la RD 45F.

### III.1.E. TUNNEL

Après autorisation de travaux préalable délivrée par M. le Président du Conseil Général du Cher, l'exploitant met en place un tunnel sous la RD 45F ainsi que des bandes transporteuses. Ces équipements doivent permettre le transfert des matériaux de la carrière vers les installations de traitement exploitées par la SNC SABLIERE DE L'ILE AU PAGE conformément à l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1994 susvisé.

### III.2. DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article R 512-44 du code de l'environnement est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées à l'article III.1 ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise au préfet en trois exemplaires. Elle sera accompagnée de l'acte de cautionnement conformément à l'article II.1.B du présent arrêté.

### III.3. PRESCRIPTIONS GENERALES

L'extraction et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

### III.4. CONDUITE DE L'EXTRACTION

#### III.4.A. DEBOISEMENT, DEFRICHAGE ET PLANTATIONS COMPENSATOIRES

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

#### III.4.B. DECAPAGE DES TERRAINS

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2,5 m. Des actions seront mises en œuvre si nécessaire pour lui conserver ses qualités agronomiques.

#### III.4.C. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures

administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Un mois avant au minimum, l'exploitant informera par écrit à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre (service régional de l'archéologie) de la date prévue pour les travaux de décapage. Une copie de ce courrier sera transmise à l'inspection des installations classées.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant prendra toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes seront déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

#### III.4.D. EXTRACTION

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté (annexes 2 et 3). Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

##### III.4.D.a. EXTRACTION EN EAU

Les extractions en nappe alluviale ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est interdit.

L'extraction aura lieu à une profondeur maximale de 151 m NGF.

L'extraction se fera hors eau sur 2 m environ et en eau sur 5 m environ.

Les berges (2 zones conformément au plan de remise en état annexé au présent arrêté préfectoral) comporteront 2 niveaux ou gradins :

- un gradin inférieur à 156 m NGF (sur lequel se situera la ligne de rivage en période estivale) ;
- un gradin supérieur à 157 m NGF (concerné par les eaux hivernales).

#### III.4.E. TRANSPORT DES MATERIAUX

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L. 131-8 et L. 141-9 du Code de la Voirie Routière

La totalité des matériaux extraits sera dirigée, via des bandes transporteuses, et après franchissement de la RD 45<sup>E</sup> par un tunnel, vers les installations de traitement exploitées par la société Sablière de l'Île au Page et autorisées conformément à l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1994 susvisé.

#### III.4.F. DISTANCE DE RECUL - PROTECTION DES AMENAGEMENTS

Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance est portée à :

- 15 m en limites Ouest et Sud-ouest ;
- 20 m à proximité du ruisseau de Châteauvert ;
- 20 m le long de la RD 45<sup>E</sup>.

Aucun stockage de matériaux n'est autorisé sur le site de la carrière.

Aucun dépôt de matériaux (merlon de protection) et aucun aménagement n'est réalisé à moins de 2 mètres de la base de la haie buissonnante localisée sur la bordure Sud.

Les terrains pouvant être submergés en période de forte crue, les merlons constitués des terres de découverte seront disposés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux, soit en limites Est et Ouest.



En ce qui concerne la ligne électrique présente en bordure nord-ouest du site, l'exploitant veillera au respect des dispositions des textes relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

#### III.4.G. CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS

L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage ;
- les installations électriques ;
- les poussières.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.

### III.5. PRÉVENTION DES POLLUTIONS

#### III.5.A. POLLUTION DES EAUX

##### III.5.A.a. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le ravitaillement et l'entretien des engins, à l'exception du scraper, ne sont pas réalisés sur le site.

Aucun produit susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est stocké sur le site.

Un kit anti-pollution et des produits absorbants de type « terre de diatomée » sont présents sur le site. Une procédure relative à leur utilisation en cas de dispersion d'un produit polluant est établie.

Un dispositif en cas de fuite directement dans le plan d'eau (mise en place de boudins flottants pour circonscrire les hydrocarbures, pompage et évacuation en bidons hermétiques) est mis en place.

Le personnel est formé aux procédures et dispositifs mentionnés ci avant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

##### III.5.A.b. ÉTIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

##### III.5.A.c. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

La qualité des eaux souterraines fera l'objet d'une surveillance. A cette fin, 3 piézomètres seront mis en place, y compris au moins un en amont.

La conception et la réalisation de ces forages de contrôle de la qualité de l'eau souterraine devront respecter les recommandations du fascicule de documentation AFNOR référencé FD-X31-614 (1999) relatif à la réalisation d'un forage de contrôle de l'eau souterraine.

L'ouvrage devra notamment répondre aux caractéristiques suivantes:

- le piézomètre doit pénétrer d'au moins 5 mètres dans la nappe;

- le diamètre de forage doit permettre après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement
- le tubage est constitué :
  - ◆ d'un tube plein avec cimentation étanche de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveau piézométrique de la nappe;
  - ◆ d'un tube crépiné entre le niveau piézométrique et le fond, avec massif filtrant;
  - ◆ d'un couvercle coiffant verrouillable à la partie supérieure du type plein, situé à + 0,50 m par rapport au terrain naturel

Les piézomètres seront localisés comme indiqué sur le plan annexé au présent arrêté.

Des prélèvements seront réalisés tous les 6 mois, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions.

Les analyses porteront sur les paramètres suivants : pH, conductivité, DCO, MES et hydrocarbures totaux.

Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne.

Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées.

Les résultats des analyses seront tenus à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

### *III.5.B. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE*

#### *III.5.B.a. POUSSIÈRES*

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

#### *III.5.B.b. ACCES ET VOIES DE CIRCULATION*

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

A cet effet, l'exploitant procédera à l'arrosage de la piste d'accès autant que de besoin ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente.

### *III.5.C. DÉCHETS*

Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

#### *III.5.C.a. PRINCIPE*

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour éviter de produire des déchets, en limiter les flux, en assurer une bonne gestion, les stocker et les éliminer dans des conditions qui ne portent pas atteinte à l'environnement conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (Livre V, Titre IV du code de l'environnement et ses textes d'application).

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possible. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

### III.5.C.b. STOCKAGE

Les déchets susceptibles de contenir des produits polluants ne sont pas stockés sur l'emprise de la carrière. Ils sont récupérés quotidiennement et stockés sur le site des installations de traitement puis éliminés dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1994 susvisé.

### III.5.C.c. ELIMINATION DES DÉCHETS

Toute incinération à l'air libre de déchets est interdite.

L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre I<sup>er</sup>, Livre V du code de l'environnement.

#### Déchets industriels

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Les huiles usagées sont récupérées, stockées et évacuées conformément aux dispositions des articles R 543-3 à R 543-15 du code de l'environnement relatifs à la récupération des huiles usagées.

#### Déchets ménagers

L'enlèvement des déchets ménagers et des déchets assimilés doit être effectué dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales ou remis à un transporteur pour acheminement vers une installation autorisée.

### III.5.C.d. SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.

A cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et dans lequel seront consignées toutes ces informations.

Les dates d'enlèvement, les quantités et la nature des déchets transmis à chaque transporteur ainsi que l'identité des transporteurs devront être précisés.

L'exploitant ne remettra ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par les articles R 541-49 à R 541-61 relatifs au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assurera que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information devra être reportée dans le registre sus-nommé.

### III.5.D. PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

#### III.5.D.a. GÉNÉRALITÉS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les horaires de fonctionnement de la carrière sont : 7h – 18h, du lundi au vendredi.

#### III.5.D.b. NIVEAUX SONORES

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Le niveau de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, en période diurna, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles est de 70 dB (A).

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, respecte les valeurs limites ci-dessus.

#### III.5.D.c. ENGINES DE TRANSPORT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière doivent être conformes aux articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement relatifs à la lutte contre le bruit et relative aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

#### III.5.D.d. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

#### III.5.D.e. CONTRÔLES ACOUSTIQUES

L'exploitant devra réaliser, dans un délai de 6 mois après le début de l'exploitation, une mesure des niveaux sonores (carrière) par une personne ou un organisme qualifié.

Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les 3 ans.

Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

#### III.5.D.f. VIBRATIONS

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

### **III.6. PREVENTION DES RISQUES**

#### III.6.A. INTERDICTION D'ACCES

##### III.6.A.a. GARDIENNAGE

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

##### III.6.A.b. CLÔTURE

L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (merlon de 2 mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).

### III.6.A.c. INFORMATION

Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

### III.6.B. INCENDIE ET EXPLOSION

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Une plate-forme d'aspiration est réalisée pour le plan d'eau, avec les caractéristiques suivantes :

- surface minimale de 32 m<sup>2</sup> (4 m x 8 m),
  - résistance de 160 kN (90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m),
  - pente douce de 2 cm / m (le point le plus bas du côté du point d'eau),
  - protection et balisage de la zone afin d'éviter toute chute de personne,
  - talus positionné du côté de l'eau, soit en terre ferme, soit de préférence en maçonnerie,
  - réparable facilement par un panneau de signalisation,
  - la crépine d'aspiration (NFS 61-842) doit être immergée en tout temps sous 0,30 m d'eau et située à 0,50 m minimum du fond,
  - les raccords doivent être symétriques auto étanches de type AR (aspiration / refoulement). Ils doivent se trouver de 0,80 m à 1 m du sol, être équipés de bouchons obturateurs et protégés de toute agression mécanique éventuelle.
- Les tenons doivent être disposés verticalement afin de faciliter le raccordement des tuyaux d'aspiration.

### III.7. REMISE EN ETAT DU SITE

#### III.7.A. GENERALITES

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation et compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le site sera libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne devra subsister sur le site.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard trois mois avant l'échéance de l'autorisation. Elle est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site, via la création d'un plan d'eau d'une superficie finale de 17 ha, dont le contour sera modelé et les abords aménagés au moyen de plantations ;
- le régalage de terres sur les parties qui seront remblayées au moyen des stériles de découverte.

#### III.7.B. REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION

Globalement, la remise en état du site consiste en la création d'un plan d'eau. En particulier, elle comprend les opérations suivantes :

- aménager des berges en pente très douces (1%), avec des contours et une topographie variée, calculée en fonction du niveau du plan d'eau en périodes de hautes et basses eaux. Ces berges comporteront 2 niveaux ou gradins :
  - un gradin inférieur à 155 m NGF (sur lequel se situera la ligne de rivage en période estivale) ;
  - un gradin supérieur à 157 m NGF (concerné par les eaux hivernales).
- taluter les autres berges à 30° (bordures ouest et nord-ouest) ;

- compartimenter le plan d'eau issu de l'extraction pour éviter l'impression de surface aquatique homogène, notamment par la mise en place d'avancées de terre ;
- diversifier la végétation en favorisant la mise en place naturelle de ceintures de végétation distinctes (végétation aquatique, végétation amphibie herbacée (végétation de type roselière), saulaie, prairie) ;
- créer des mares déconnectées du plan d'eau (secteurs nord-ouest, sud et sud-est) ;
- constituer, dès le début de l'exploitation, une ripisylve linéaire dense en bordure du ruisseau de Châteauevert, composée d'essences locales ;
- constituer, dès le début de l'exploitation, des portions de haies buissonnantes ou arborées en bordure de la RD 45E ;
- remblayer les stériles d'exploitation et régaler de la terre végétale (30 cm) ;
- enherber la partie supérieure exondée des berges.

La remise en état devra être coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase (n + 1) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état.

La surface dérangée de la carrière est inférieure à 4,4 ha.

### III.7.B.a. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1<sup>er</sup> février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

### III.7.C. DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT

#### III.7.C.a. AIRES DE CIRCULATION

Les aires de circulation provisoires et les aires de travail seront décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terre végétale en vue de leur enherbement.

#### III.7.C.b. REMBLAYAGE

Aucun apport de matériau extérieur n'est autorisé.

### III.7.C.c. REALISATION DU PLAN D'EAU

Le tracé des rives devra éviter les formes linéaires.

Les berges devront présenter des pentes de 1% (secteurs nord-ouest, sud et sud-est) et 30 %.

Les terres de découvertes et les horizons humifères serviront à la remise en état de zones situées autour du plan d'eau.

Les plantations terrestres et aquatiques seront réalisées conformément au dossier annexé à la demande d'autorisation.

### III.7.C.d. REBOISEMENT

Le reboisement s'effectuera avec les essences locales suivantes, conformément au dossier :

- essences arborées : érable champêtre, saule blanc, chêne pédonculé, peuplier noir, aulne glutineux ;
- essences buissonnantes : sureau noir, fusain d'Europe, cornouiller sanguin.

Un suivi annuel de la plantation est réalisé par l'exploitant les 3 premières années de la mise en place de la ripisylve linéaire en bordure du ruisseau de Châteaufort.

## **Article IV. DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS**

Toutes les dispositions techniques, énoncées ci-dessous ou dans un arrêté complémentaire, intéressent spécifiquement l'activité de l'établissement dont elles font l'objet.

### **IV.1. OUVRAGE DE PRÉLÈVEMENT D'EAU**

Aucun ouvrage de prélèvement d'eau ne sera réalisé, à l'exception de la plate-forme d'aspiration mentionnée à l'article III.6.B du présent arrêté.

### **IV.2. INSTALLATION DE BROyage, CONCASSAGE ET CRIblAGE DE PRODUITS MINÉRAUX NATURELS**

Aucune installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux ne sera installée dans l'emprise de la carrière.

## **Article V. VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte pour ce qui concerne l'exploitation de l'installation de traitement des matériaux et dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière.

## **Article VI. NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Ampliations en seront adressées au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, au Maire de la commune d'Argenvières et aux chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois à la mairie d'Argenvières. Le Maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

#### **Article VII. SANCTIONS**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'observation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514. du code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

#### **Article VIII. EXÉCUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Monsieur le Maire d'Argenvières, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Centre- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



**RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES OU A TENIR A DISPOSITION (liste indicative non exhaustive)**

ARTICLE	DOCUMENT	PERIODICITE OU ECHEANCE	TRANSMISSION OU MISE A DISPOSITION
II.1.B	Plan de bomage		Transmission dès réception
II.1.B	Acte de cautionnement	Avant le début des travaux	Transmission
III.2	Déclaration de début d'exploitation comportant la liste des travaux effectués	Avant le début des travaux	Transmission
II.1.D	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant l'échéance	Transmission
II.1.E	Modification des conditions d'exploitation	Avant mise en œuvre	Transmission
II.3	Mesures envisagées suite à un accident	Dans les 15 jours suivants	Transmission
III.4.C	Déclaration de découverte de vestiges archéologiques Déclaration de travaux de décapage	Dès leur découverte 1 mois avant leur début	Transmission
II.5	Déclaration de cessation d'activité de la carrière comportant le mémoire de remise en état. Evaluation du prélèvement dû à l'évapotranspiration potentielle (ETP) du plan d'eau.	Six mois avant l'échéance de l'arrêté préfectoral Six mois avant l'échéance de l'arrêté préfectoral	Transmission
III.5.A.d	Surveillance des eaux souterraines	Tous les 6 mois et notamment en période de basses eaux et de hautes eaux.	Mise à disposition des résultats de suivi
III.7.B.a	Plan de l'état d'avancement de l'exploitation de carrière, avec rapport annuel d'exploitation, et état des surfaces S1, S2 et S3	Annuelle	Transmission tous les ans avant le 1 <sup>er</sup> février
III.4.G	Rapports de contrôle des organismes extérieurs : prévention en matière de sécurité, contrôle des installations électriques, des appareils de levage, des extincteurs, ...	Réglementaire	Mise à disposition
IV.1.G et III.5.C.d	Registre de suivi des déchets		Mise à disposition
III.5.D.e	Contrôle des niveaux sonores	Dans les 6 mois suivants le début d'exploitation puis tous les 3 ans	Mise à disposition
IV.4.E.b	Consignes de sécurité	Dès le début des travaux	Mise à disposition
III.6.B et IV.4.E.a	Contrôle et suivi des matériels de lutte contre l'incendie	Contrôle annuel et suivi trimestriel	Mise à disposition
III.7.C.d	Reboisement	Suivi annuel les 3 premières années	Mise à disposition

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Article I.</b>	<b>DEFINITION DES INSTALLATIONS</b>	<b>2</b>
<b>I.1.</b>	<b>AUTORISATION</b>	<b>2</b>
<b>I.2.</b>	<b>NATURE DES ACTIVITÉS</b>	<b>2</b>
I.2.A.	LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT	2
I.2.B.	QUANTITÉS AUTORISÉES	3
I.2.C.	DURÉE DE L'AUTORISATION	3
I.2.D.	PEREMPTION DE L'AUTORISATION	3
I.2.E.	AMÉNAGEMENTS	3
I.2.F.	RÉGLEMENTATION	3
<b>Article II.</b>	<b>DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
<b>II.1.</b>	<b>GARANTIES FINANCIÈRES</b>	<b>4</b>
II.1.A.	MONTANT DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES	4
II.1.B.	NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES	4
II.1.C.	MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES	4
II.1.D.	RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES	5
II.1.E.	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION	5
II.1.F.	LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE	5
II.1.G.	APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES	5
<b>II.2.</b>	<b>MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS</b>	<b>5</b>
<b>II.3.</b>	<b>DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS</b>	<b>5</b>
<b>II.4.</b>	<b>CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)</b>	<b>6</b>
<b>II.5.</b>	<b>CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ</b>	<b>6</b>
<b>Article III.</b>	<b>DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES PORTANT SUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE</b>	<b>6</b>
<b>III.1.</b>	<b>AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES</b>	<b>6</b>
III.1.A.	INFORMATION DES TIERS	6
III.1.B.	BORNAGE	6
III.1.C.	EAU DE RUISSELLEMENT	6
III.1.D.	INTÉGRATION DE L'INSTALLATION DANS LE PAYSAGE	7
III.1.E.	TUNNEL	7
<b>III.2.</b>	<b>DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION</b>	<b>7</b>
<b>III.3.</b>	<b>PRÉSCRIPTIONS GÉNÉRALES</b>	<b>7</b>
<b>III.4.</b>	<b>CONDUITE DE L'EXTRACTION</b>	<b>7</b>
III.4.A.	DEBOISEMENT, DÉFRICHAGE ET PLANTATIONS COMPENSATOIRES	7
III.4.B.	DÉCAPAGE DES TERRAINS	7
III.4.C.	PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE	7
III.4.D.	EXTRACTION	8
III.4.D.a.	EXTRACTION EN EAU	8
III.4.E.	TRANSPORT DES MATÉRIAUX	8
III.4.F.	DISTANCE DE REÇUL - PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS	8
III.4.G.	CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS	9
<b>III.5.</b>	<b>PRÉVENTION DES POLLUTIONS</b>	<b>9</b>
III.5.A.	POLLUTION DES EAUX	9
III.5.A.a.	PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	9
III.5.A.b.	ÉTIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ	9
III.5.A.c.	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	9
III.5.B.	PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	10
III.5.B.a.	POUSSIÈRES	10
III.5.B.b.	ACCÈS ET VOIES DE CIRCULATION	10

III.5.C. DÉCHETS	10
III.5.C.a. PRINCIPE	10
III.5.C.b. STOCKAGE	11
III.5.C.c. ELIMINATION DES DÉCHETS	11
III.5.C.d. SUIVI DES DÉCHETS	11
III.5.D. PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS	11
III.5.D.a. GÉNÉRALITÉS	11
III.5.D.b. NIVEAUX SONORES	11
III.5.D.c. ENGINS DE TRANSPORT	12
III.5.D.d. APPAREILS DE COMMUNICATION	12
III.5.D.e. CONTRÔLES ACOUSTIQUES	12
III.5.D.f. VIBRATIONS	12
III.6. PREVENTION DES RISQUES	12
III.6.A. INTERDICTION D'ACCES	12
III.6.A.a. GARDIENNAGE	12
III.6.A.b. CLÔTURE	12
III.6.A.c. INFORMATION	13
III.6.B. INCENDIE ET EXPLOSION	13
III.7. REMISE EN ETAT DU SITE	13
III.7.A. GENERALITES	13
III.7.B. REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION	13
III.7.B.a. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION	14
III.7.C. DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT	14
III.7.C.a. AIRES DE CIRCULATION	14
III.7.C.b. REMBLAYAGE	14
III.7.C.c. REALISATION DU PLAN D'EAU	15
III.7.C.d. REBOISEMENT	15
Article IV. DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS	15
IV.1. OUVRAGE DE PRÉLÈVEMENT D'EAU	15
IV.2. INSTALLATION DE BROyage, CONCASSAGE ET CRIBLAGE DE PRODUITS MINÉRAUX NATURELS	15
Article V. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	15
Article VI. NOTIFICATION	15
Article VII. SANCTIONS	16
Article VIII. EXÉCUTION	16
RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU A TENIR A DISPOSITION (liste indicative non exhaustive)	17



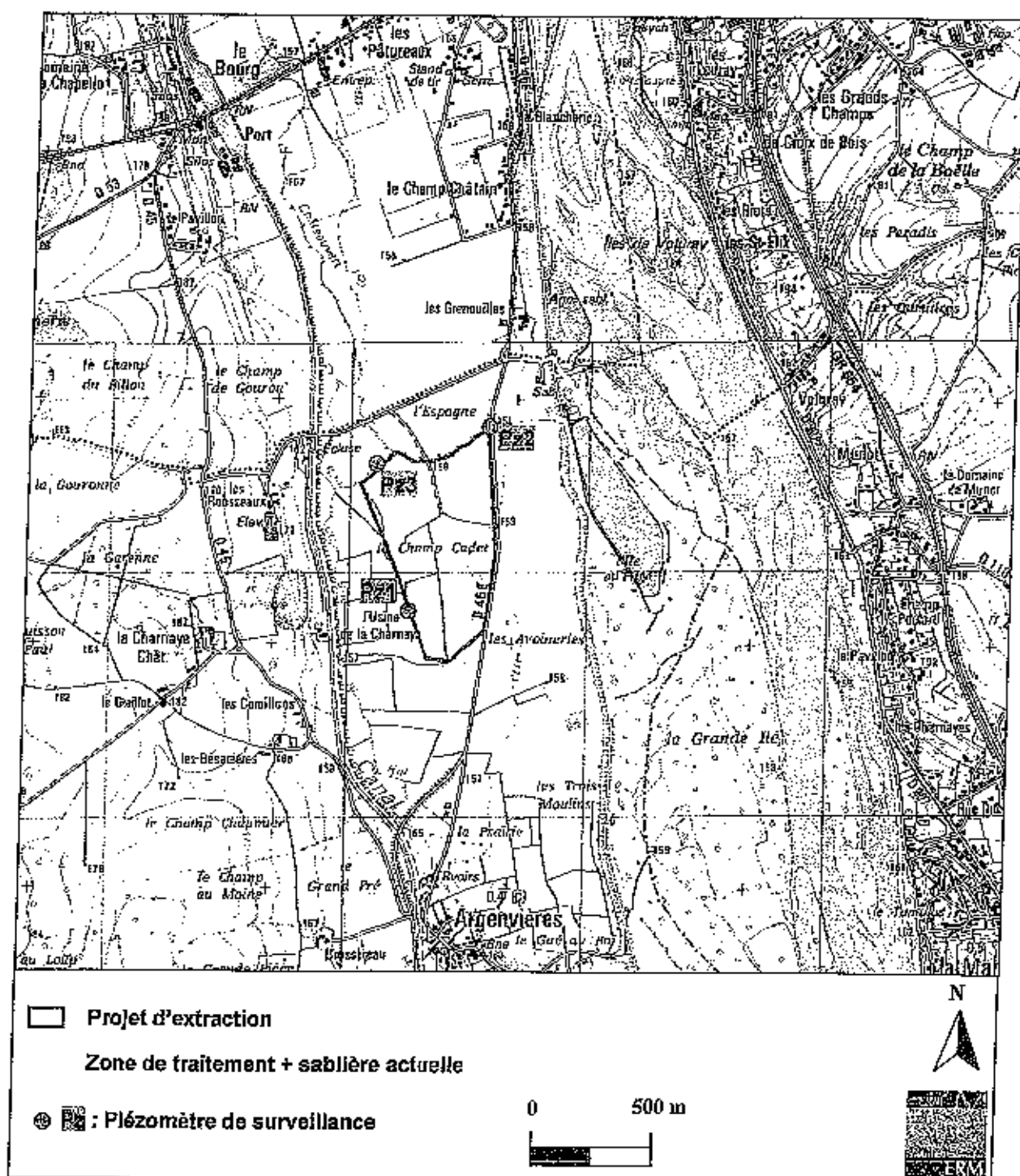


Figure 29 : Implantations des piézomètres de surveillance

